

# **THEME 2**

---

## **Les atteintes aux droits de la personnalité**

# Infractions: des prescriptions différentes

## • Loi liberté presse 1881

- Délits contre les personnes
- Délits contre la chose publique
- Incitations et provocations
- Les publications interdites

**Délai de prescription 3 mois**

## • Autres infractions

- Atteinte intimité vie privée
- Droit à l'image
- L'usurpation d'identité
- L'atteinte aux données à caractère personnel
- Harcèlement sexuel...

**Délai de prescription 6 ans**

# Chapitre 1

---

## **Les délits inscrits dans la loi de 1881**

# I) Les délits contre les personnes

## DIFFAMATION

✦ Art 29-1 loi 1881

*« toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé »*

## INJURE

✦ Art 29-2 loi 1881

*« toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait »*

# 1) Les diffamations

## Les conditions de la diffamation

### ✓ Une diffamation publique

- un particulier (amende 12 000 € + D I)
  - une personne publique: (amende 45 000 € + DI)
  - A caractère raciste, homophobe...(45 000€ +DI)
- 

### ✓ Une allégation ou une imputation

### ✓ Portant sur un fait précis (preuve)

### ✓ Visant une personne ou un groupe (nommé, identifiable)

### ✓ Portant atteinte à son honneur ou à sa considération

## 2) Les injures, offenses, outrages

### 2.1 l'injure publique envers un particulier

✓ Art 29 alinéa 2: *“toute expression outrageante, terme de mépris ou invective”*

✓ *L'absence de fait précis*

✓ *La diffamation absorbe l'injure ( diffamation uniquement)*

✓ *12 000 € d'amende*

### **3) La critique satirique = un aspect de la liberté d'expression**

#### **Limites :**

- \* La caricature doit avoir un but humoristique
  - \* Il faut que l'image représentée reste caricaturale
- \* La caricature ne doit pas dégénérer en diffamation, injure, outrage ou autre discrimination

## **II) Les délits contre la chose publique**

### **Les fausses nouvelles**

**Art 27** : « La publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées... »

**Une fausse nouvelle doit avoir un caractère erroné, mensonger**

**Un mot fourre-tout** : sites de désinformation, pastiche humoristique, publication orientées,..



# III) Les incitations et provocations

## 1) Aux crimes et délits

✓ **L'art 23** réprime les provocations aux c et d « si la provocation a été suivie d'effet »

✓ **Mais l'art 24** n'exige pas pour certaines provocations qu'elles soient suivies d'effet:

✓ vol, meurtre, pillage, incendie, C et D contre la sûreté de l'état, actes terroristes.

// le code pénal réprime la provocation

à la violence (art 222-6 à 12)

à Détériorations, dégradations (art 322-6)

## **2) A la discrimination, haine ou violence**

### **Loi 1881 (art 24)**

**« à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur »:**

**« origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion »**

**« sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap »**

**auront contesté, l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité (ex négation Shoah)**

## IV) Les publications interdites

### 1) lors de la médiatisation d'un procès

- ☐ Interdit de publier les actes d'accusation avant qu'ils aient été lus en audience publique (art 38 loi 1881)
- ☐ L'art 38ter de la loi du 29/07/1881 interdit l'emploi de tout appareil (art 308 CPP)
- ☐ Les comptes rendu fidèles, de bonne foi sont autorisés ( art 41 loi 1881)

## 2) La présomption d'innocence

.Loi du 15/06/2000 -Art 35-3 loi 1881- Art 9-1 CC

« Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence »

- Interdit de présenter qq'un comme coupable avant qu'il ne soit jugé. (qq soit le moment, même si aveux)
- Interdit de saisir l'image d'une personne menottée ou en détention provisoire sans son accord .
- « la reproduction des circonstances d'un crime ou d'un délit, lorsque cette reproduction porte gravement atteinte à la dignité d'une victime »  
art 35-4 et art 39-5

# Chapitre 2

## Les autres délits

## I) L'usurpation d'identité numérique

L'identité numérique est l'ensemble des traces qu'une personne laisse sur Internet

Loi LOPPSI 2011

## II) l'atteinte à l'intimité de la vie privée

### 1) La notion de vie privée

.Art 8 CEDH " *Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile, de sa correspondance* »

.Art 9 du CC « Chacun a droit au respect de sa vie privée. Les juges peuvent...faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée »

.Le code civil ne définit pas ce qu'est la vie privée.

.La jurisprudence va donner la signification ou l'interprétation de cette notion:

# Vie privée d'une personne

Jurisprudence

=

.vie sentimentale, ses relations amicales, sa situation de famille, ses moyens d'existence, opinions politiques, appartenance syndicale ou religieuse, le mode d'éducation des enfants, son adresse, situation médicale...



## 2) Le droit à l'image

### 1) 2.1 Le principe: un droit exclusif sur son image

- ☐ **Pas de texte spécifique en droit civil**  
art 9 CC = publication
- ☐ **En droit pénal art 226-1 et 2 CP** passible de sanctions, celui qui capte, conserve, diffuse ou laisse diffuser une image prise sans le consentement de la personne.

## 2.2 Les exceptions au droit à l'image

### **.Le droit à l'image n'est pas absolu**

#### **\* Images de groupes, manifestations**

Dans un lieu public est permise, sans besoin de solliciter le consentement de chaque personne photographiée

#### **Deux réserves formulées par la jurisprudence**

- ➡ Il ne faut pas individualiser un ou quelques sujets:  
La personne est dite individualisée si elle est le sujet principal de l'image **et** si elle est reconnaissable.
- ➡ la publication ne doit pas excéder les limites du droit à l'information

## **\* Une personne publique dans le cadre de ses fonctions**

- Peu importe que le cadre soit privé ou public
- Interdit si cadre de la vie privée de cette personne.
- Sauf si la personne publique se sert de sa vie privée pour entretenir une carrière et une notoriété.  
▫ (TGI paris 27/07/15)

# \* Le droit à l'information

## 1) CEDH droits fondamentaux

- Liberté d'expression art 10
- Le droit à l'image art 8

**.Le droit à l'information va primer sur le droit à l'image**

.Pour la jurisprudence le contexte de la publication est déterminant

### **Limites:**

- ↳ L'image est détournée de son objet (fins commerciales)
- ↳ La personne n'a rien à voir avec la situation
- ↳ L'atteinte à l'intimité de la vie privée
- ↳ L'atteinte à la dignité humaine

### 3) l'action civile

La victime d'une atteinte à la vie privée peut obtenir:

- ☐ des mesures propres à limiter la diffusion de l'atteinte (saisie, suppression des passages litigieux, publication d'un encart, astreinte...) ;
- ☐ des dommages-intérêts pour indemniser le préjudice subi ;
- ☐ l'insertion de la décision de justice dans la presse.

# 4) LES INFRACTIONS PENALES CONTRE LA VIE PRIVEE

## Art 226 CP

- ☐ L'investigation dans la vie privée:  
recherche d'événements
  - ☐ Captation, l'enregistrement
  - ☐ La divulgation de la vie privée
- ☐ La conservation d'un document relatif à la vie privée

## 2.3) L'autorisation

- ☐ L'autorisation expresse et spéciale

Un écrit avec consentement, modes d'exploitation

- ☐ L'autorisation tacite

Possible à condition d'être dépourvu de toute ambiguïté  
(ex des prof dans l'exercice de leur fonction)

- ☐ La publication de photos d'enfants mineurs=

autorisation des représentants légaux + du mineur ?

« Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité. »

art 371-1 CC

# III) Faire valoir ses droits ?

## **Le droit de réponse**

**Ce n'est pas une alternative à l'action en justice**

- Délai de 3 mois après publication de l'article

- A adresser au directeur de la publication

### **Les modalités:**

- Cette insertion gratuite

- à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura suscitée.



## conditions spécifiques au net (décret 24/10/07)

- Doit préciser s'il est provoqué par des écrits, son, image
- Alternative offerte entre application du droit de réponse et modification, suppression des propos litigieux.
- Limité aux sites pour lesquels l'internaute n'est pas en mesure « de formuler des observation sur le message qui les met en cause »
- Durée de mise en ligne: Même durée que l'article ou le message incriminé.